



Les informations contenues dans cette fiche ont été compilées par Jaume Portell, journaliste spécialisé en économie et relations internationales, dans le cadre d'une activité cofinancée à 85% par des fonds FEDER dans le cadre du projet [AfricanTech](#) (1/MAC/1/1.3/0088) au sein de l'initiative INTERREG VI D MAC 2021-2027.

ANGOLA

Situation macroéconomique :

La croissance de l'Angola suit l'évolution des prix du pétrole. En 2023, elle a augmenté de 0,9 %, en dessous de la croissance de 3 % de l'année précédente. Cette situation est soulignée dans les Perspectives économiques en Afrique 2024, qui citent comme causes principales « la chute de la production et des prix, les amortissements élevés de la dette extérieure et une dévaluation de 60 % de la monnaie locale ». La hausse des prix du pétrole, consécutive à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a profité à l'Angola, qui a montré une croissance remarquable en 2022 pour atteindre 106,8 milliards de dollars de PIB. Cependant, après un ralentissement l'année suivante, ce chiffre reste bien inférieur au PIB de 2011, lorsque le boom de la production – couplé à des prix élevés – avait fait grimper ce chiffre à 140 milliards de dollars.

Dette et devise :

L'Angola, l'un des principaux producteurs de pétrole d'Afrique, a accumulé un stock de dettes dont le service annuel absorbe déjà 33 % de ses exportations. Les créanciers sont principalement issus du secteur privé (72 %) ; le principal partenaire bilatéral, la Chine, détient également 8 % de la dette angolaise ; parmi les multilatéraux, le plus important est le FMI (8 %). Les taux d'intérêt élevés (les obligations négociées au niveau international paient des intérêts de 8 à 9 % par an) ont fait des paiements des intérêts l'une des principales dépenses du gouvernement. En 2024, l'Angola a consacré plus d'argent aux intérêts de la dette qu'au paiement des travailleurs de l'état, et en 2025, les paiements de la dette dépasseront 13 milliards de dollars. La sortie de dollars affaiblit structurellement le kwanza, la monnaie locale, dont la perte de pouvoir d'achat consécutive à la dévaluation se répercute sur les produits importés. Les denrées alimentaires – dont une grande partie est importée – sont l'un des moteurs du taux d'inflation local.

Importations et exportations :

Selon le Fonds monétaire international, plus de 80 % des exportations de l'Angola en 2022 étaient liées au pétrole. Les projections de cette institution indiquent qu'en 2028 cette dépendance n'aura guère diminué. Une partie de ce pétrole aboutit dans notre pays : l'Espagne a importé environ 4 millions de tonnes de pétrole brut angolais en 2024. La plupart des exportations angolaises aboutissent en Chine (40 %), qui est également le pays d'origine d'un quart des importations de l'Angola. Près de 40 % des importations sont liées aux denrées alimentaires (blé, riz, poulet) et à l'énergie. Bien qu'il produise plus d'un million de barils de pétrole par jour, l'Angola a dépensé plus de 3,4 milliards de dollars en importations de pétrole en 2023. La mise en service de la raffinerie de Lobito en 2026, avec le soutien technique et financier de la Chine, devrait réduire cette dépendance.

Énergie et électricité :

Avec un approvisionnement de 630 000 TJ, l'Angola figure dans le top 15 des pays du continent en matière de consommation d'énergie. Depuis 2015, le pétrole a perdu de la valeur dans le mix énergétique et les biocarburants ont pris la première place avec 45 % de l'approvisionnement. Le pétrole est la deuxième source d'énergie avec 40 %.

Depuis la fin de la guerre civile (1975-2002) au début du siècle, l'Angola a multiplié sa production d'électricité par neuf pour atteindre 18 TWh en 2023. 74 % de cette électricité est d'origine hydroélectrique, le reste de la production étant réparti entre le gaz et d'autres combustibles fossiles.

Défense :

Les dépenses annuelles en matériel de défense s'élevaient à 1,639 milliard de dollars en 2023, selon le SIPRI, un institut suédois spécialisé dans le commerce de ce type de produits. Ce chiffre représente 5,53 % des dépenses gouvernementales. Au plus fort de la guerre civile, le pourcentage des dépenses de défense a dépassé 20 % du budget. Depuis 2000, le principal fournisseur de l'Angola est la Russie.

Démographie :

Le déplacement interne des zones rurales vers les villes a été l'un des plus remarquables du continent. En 1990, 6 angolais sur 10 vivaient dans les zones rurales. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 3. Un nom propre explique cette répartition : Luanda. La capitale du pays abrite déjà un quart de la population, et les prévisions des Nations Unies indiquent qu'elle dépassera les 12 millions d'habitants d'ici 2030. 70 % du pays vit dans des zones urbaines et cette différence sera maintenue ou augmentera au cours des prochaines années. Entre 1990 et 2022, l'Angola est passé de 11,8 millions à 36,6 millions d'habitants.

L'espérance de vie est passée de 42 ans en 1990 à 62 ans aujourd'hui, et la moitié de la population a moins de 16 ans.

Innovation technologique :

L'utilisation d'Internet en Angola est passé en dix ans d'un phénomène marginal (3 % de la population en 2010) à une multiplication par treize pour atteindre 39 % de la population (2022).